



#coronavirus

CNT-Solidarité Ouvrière - 24 mars



Le combat pour la santé et la défense des intérêts des travailleurs.euses continue !

Pendant la « guerre sanitaire », la guerre sociale continue. Trop de travailleurs.euses sont exposé.e.s inutilement et sacrifié.e.s au nom de l'intérêt économique. Les mesures d'urgence sociales sont largement insuffisantes mais la sphère publique va encore soutenir à bout de bras l'économie capitaliste. Alors que la gestion sanitaire de la crise laisse à désirer, le gouvernement ne trouve rien de plus urgent à faire que d'attaquer le droit du travail... C'est inacceptable ! Les travailleurs.euses encore en activité gardent leur pouvoir de blocage économique et il faudra solder les comptes après le confinement... Ne nous laissons pas faire : organisons nous !

Aujourd'hui on se protège...

A contre-courant des mesures sanitaires, le gouvernement encourage le maintien ou le retour au travail, dans des secteurs pas toujours essentiels. **Le confinement à domicile doit être la norme :**

- **Fermeture des entreprises ou service non indispensables avec maintien des rémunérations des travailleur.eus.s y compris pour les précaires et intérimaires.**

Cela doit s'appliquer aux **travailleurs.euses uberisé.e.s :**

- **via la reconnaissance du statut de salarié pour tous.tes et leur inclusion dans les dispositifs prévus pour les salarié.e.s.**

Là où le travail reste nécessaire, des mesures de protection sérieuses doivent être mises en place par les employeurs.euses. Cela passe par la mobilisation et un rapport de force collectif avec les équipes syndicales encouragées à exercer leur droit d'alerte au CSE. Nous encourageons aussi tous les travailleur.euse.s à exercer leur droit de retrait en cas de mise en danger. **Exigeons :**

- **Reconnaissance et non-sanction de l'exercice du droit de retrait.**
- **Des EPI, masques et gants, au minimum 2 paires par personnes/jours pour les personnes qui doivent travailler.**
- **Respect des normes de sécurité en matière d'effectifs et de conditions de travail.**
- **Primes de risque.**
- **Reconnaissance de maladie professionnelle pour les cas de COVID-19 contractés dans le cadre du travail.**

Décrétons l'état d'urgence sociale

Le gouvernement a dû adopter quelques premières mesures : report de la seconde partie de la réforme du chômage au 1er septembre, gel des radiations à pôle emploi, fin des jours de carence en cas d'arrêt de travail pour le privé et le public... Ce n'est qu'un répit, ces mesures ont été prises car ils savent que des centaines de milliers de personnes vont se retrouver dans une situation extrême dans les prochaines semaines. Cela reste des miettes au regard des sommes débloquées pour les aides aux entreprises.

Des mesures d'urgence sociale doivent être prises :

- **Gel des loyers et crédits immobiliers, des factures énergétiques. Gel des prix des produits de 1ere nécessité.**
- **Annulation immédiate de la dernière réformes du chômage. Maintien des droits acquis au 1er mars et des allocations sans dégressivité.**
- **Renouvellement automatique des CDD et contrats Interim jusqu'à la fin du confinement et couverture si besoin par le chômage partiel.**
- **Interdiction des ruptures de contrats et licenciements.**

Abandon de la réforme des retraites Macron !

Les travailleurs.euses en première ligne contre le Coronavirus sont souvent ceux.celles bénéficiant d'un régime spécial ou avec une forte pénibilité Régressive pour tous.tes sur l'âge de départ et le niveau de pension, la réforme est d'autant moins admissible après ce sacrifice, elle doit être totalement abandonnée.

Priorité aux services publics !

Les travailleuses de la santé sont en première ligne dans cette crise sanitaire. Ne soyons pas dupes quand Macron salue leur courage et vante les mérites d'un système de santé « placé en dehors des lois du marché ». C'est bien le camp capitaliste auquel il appartient qui applique l'austérité dans les hôpitaux et les services publics depuis de trop longues années ! **Dans l'immédiat exigeons :**

- **Plan d'urgence pour l'hôpital public à hauteur des besoins formulés par les soignant.e.s.**
- **Redistribution des richesses pour des services publics de qualité, sans profits et d'égal accès à tous et toutes.**
- **Maintien d'un maillage territorial fort des services publics et gestion directe par les agents et usagers.ères.**



Demain on met le capitalisme à la retraite !

La crise économique et sociale qui s'annonce, doublée de la crise environnementale, constitue un véritable défi. La crise sanitaire actuelle éclaire les failles de la mondialisation capitaliste et sa sur-exploitation absurde du vivant. Paradoxalement l'arrêt général provoqué par le virus a des effets bénéfiques (pollution, vie sauvage...). Faudrait-il repartir comme avant ?

Le confinement et le traitement différencié des salarié.e.s révèlent au grand jour les inégalités sociales et les rouages de la guerre de classe qui fait fonctionner l'économie réelle. Motivés par les intérêts d'une minorité, les secteurs capitalistes sont incapables de prendre les décisions bénéfiques au plus grand nombre. Faut-il encore les laisser décider ?

Nos ennemis de classe ont la tête sous l'eau, le gouvernement légifère pour autoriser les réquisitions et le contrôle des prix, même le MEDEF parle de nationalisation... Faut-il les secourir ?

Pour nous Il est inenvisageable de revivre une situation comme en 2008. Pour relancer un nouveau cycle de profit, le secteur capitaliste va encore tenter de s'appuyer sur la collectivité pour sortir de cette crise sans une égratignure tandis que le secteur public et les travailleuses subiront de plein fouet la "guerre sociale" déjà initiée par le gouvernement.

Refusons de donner au capitalisme le moyen de se rééquilibrer. Le syndicalisme doit tirer de cette situation catastrophique le maximum de résultats pour l'émancipation des travailleuses.

La crise que nous subissons nous impose d'avancer collectivement vers une transformation sociale majeure en rupture avec le capitalisme. Il est plus que temps de leur imposer notre projet de société émancipateur basé sur l'égalité économique et sociale, la démocratie directe, la gestion collective de la production et de sa répartition.

 #coronavirus 

VOS DROITS



Tutos pour défendre ses droits à retrouver sur :

www.cnt-so.org

 **Vive la solidarité ouvrière !** 